

sonnage irresponsable, mais qu'a dit le président du Congrès mondial juif, M. Stephen Wise, au cours d'une allocution radiodiffusée sur un réseau national des Etats-Unis? Il a porté l'accusation suivante:

Les soulèvements antisémites à Tripoli avaient été fomentés par la ligne arabe sous la direction de coupables subalternes du Colonial Office britannique.

Je le répète, ces paroles venaient du président du Congrès mondial juif et elles ont pour but d'exaspérer des millions de citoyens américains et autres pour en faire des anti-britanniques. Il ne peut exister aucun doute là-dessus, cette propagande partielle, insinuante, répandue par des hommes publics de renom sème les germes des préjugés raciaux, nationaux et religieux de par le monde entier. Voici maintenant ce que disait le *Statesman* de Calcutta dans son édition du 13 avril 1944:

L'affreux verbiage que nous servent les publicistes et les journaux américains sur la Palestine présente plus d'un danger...

Nous verrons toujours avec un vif plaisir les nations les plus puissantes et les plus avancées dans la voie de la démocratie se faire les champions permanents des citoyens pacifiques en dehors du continent américain. Mais il est à craindre qu'un telle initiative soit dès ses débuts en butte aux soupçons très répandus de l'Islamisme.

Par suite de la propagande des Américains au sujet des problèmes palestiniens, propagande qui est censée représenter l'opinion commune aux Etats-Unis, bon nombre de Mahométans jugent les Américains hostiles aux Musulmans. C'est pourquoi nous estimons déplorables les commentaires qui nous sont venus des Etats-Unis sur la question extrêmement délicate et complexe de la Palestine et dont les résultats ont été de soulever partout les intérêts musulmans.

J'ai tiré ces paroles du *Statesman* de Calcutta. La question présente un autre aspect intéressant que met en lumière M. Charles Watson, de l'Université américaine de Chicago. Voici comment il s'exprimait en avril 1944:

L'explication fournie aux troubles qui existent actuellement est que, dès la réouverture des pays européens aux Juifs maintenant exilés, ceux qui habitent aujourd'hui la Palestine en sortiront en masse pour retourner à leurs anciens foyers d'Europe. Le mouvement sioniste devait y perdre de ses arguments et de ses sympathies. Il faut donc frapper dès maintenant.

Dans le *Reader's Digest* de mai 1944, M. Frederick C. Painton disait:

Les membres de l'agence juive craignent que, la guerre terminée, les artisans réfugiés, qui fabriquent la plupart de ces produits (exposés à Tell-Aviv) ne retournent dans leurs pays d'origine. Jusqu'à la guerre, les Juifs tchèques étaient absorbés par leur nation d'adoption, et ils ne connaissaient pas la persécution. Ils se considèrent comme des Tchèques et non comme des Juifs et ils veulent retourner chez eux. Le tailleur de diamant hollandais songe à réintégrer la Hollande. Fait étrange, même des vingtaines de Juifs allemands aspi-

rent à leur retour en Allemagne. Ce défaut de faire leur la terre d'élection s'applique aux Juifs américains. Sur 5,500 qui se trouvent actuellement en Palestine, à peine une centaine ont renoncé à leur passeport américain. Les autres Juifs de Palestine le savent et c'est une des raisons qui expliquent les troubles que provoquent actuellement les extrémistes. Plusieurs dirigeants juifs m'ont avoué qu'avec la fin de la guerre ils craignaient de perdre leur principal argument, puisque le nombre des émigrants dépasserait celui des immigrants.

D'après ces chefs sionistes, les habitants non-sémites n'ont souffert en rien; ils auraient même bénéficié de la situation. N'est-il pas étrange tout de même que ces chanceux d'Arabes soient aveugles, désintéressés de leur propre bien-être, au point de refuser les bienfaits, les dons que les Sionistes et leurs agents du comité palestinien veulent si ardemment leur distribuer et, au besoin, leur imposer par la force? Comment aimerions-nous nous-mêmes nous voir imposer des millions d'étrangers qui achèteraient nos terres avec l'entente formelle que plus jamais l'un d'entre nous pourra en redevenir acquéreur et même y travailler? De la résistance de notre part serait-elle en pareil cas une preuve que nous sommes arriérés et que nous voulons faire du chantage?

M. le PRÉSIDENT: Je dois rappeler à l'honorable député que son temps de parole est épuisé.

M. JAQUES: Je n'ai plus que quelques mots, monsieur le président. Si nous avons su que les Nations Unies devaient nous imposer pareilles conditions, aurions-nous ratifié la Charte? Je le répète, mon seul but est de rétablir la vérité et ainsi de favoriser la paix universelle fondée sur la sincérité entre les peuples et le respect des promesses internationales.

M. McLURE: La question que je désire poser au premier ministre paraîtra bien insignifiante après toutes celles qui viennent de lui être formulées. Voici donc ce que je désire savoir de lui, à son titre de ministre des Affaires extérieures. Quatre de mes bons amis, aujourd'hui des citoyens et contributables canadiens, possédaient à Berlin des biens dont ils gardent encore les titres. Ils m'ont demandé comment procéder afin de se faire dédommager de la perte des biens dont ils ont été dépossédés par Hitler. Je me suis adressé au ministère des Affaires extérieures, mais jusqu'ici ma lettre est restée sans réponse. Le ministre peut sûrement me fournir les renseignements que je transmettrai aux intéressés.

M. le PRÉSIDENT: Je dois rappeler à l'honorable député que nous étudions main-

[M. Jaques.]